L'indépendantisme de la génération Z, un point d'espérance qui aura besoin d'un Québec solidaire boosté à la mode Mamdani

La jeunesse québécoise francophone redécouvrirait l'espérance de l'indépendance. Les sondages dithyrambiques au départ montrent finalement une modeste remontée des 18-35, la génération Z, qui le manifeste cependant bruyamment sur les réseaux sociaux, culturellement par des rappeurs et chanteurs et dans la rue par des rassemblements pleins d'ardeur mais qui restent modestes. L'appui au « oui » reste globalement en bas de 40% soit légèrement moins que ce que le dernier sondage accorde aux deux partis indépendantistes (40% mais 49% chez les francophones). Cependant, « [l]es appuis au Parti québécois (PQ) ont reculé bien plus que la marge d'erreur depuis la fin de l'été, et l'option souverainiste ne semble pas avoir profité de la nostalgie qui a transpiré des trois semaines d'intense couverture médiatique entourant le 30e anniversaire du référendum de 1995. »

Creuser le pourquoi de l'engouement de la génération Z reste toutefois indispensable pour saisir la poignée qui permettrait à la gauche — celle qui ne dérive pas — de se cramponner pour résister au tumultueux flot de la fascisation du monde le précipitant dans le gouffre de la terre-étuve. La présidente du OUI Québec en donne la clef : « Cela traduit un besoin d'espoir [...] qui voit la séparation du Canada comme un antidote au cynisme de l'époque actuelle. » La génération Z n'a connu ni les déboires référendaires, ni la démission de sociale-libérale à néolibérale du PQ marquée par les « sommets économiques » de la direction Bouchard, ni la contre-réforme fiscale de celle Landry au tournant des années 2000.

Le PQ offre à la génération Z l'indépendantisme de la désespérance

L'affirmation identitaire à la Drainville (<u>la charte des valeurs</u>) du gouvernement Marois qui entache toujours les PQ de PSPP a laissé à la génération Z un héritage ambigu vis-à-vis l'indépendance. Est-ce que ce sera un indépendantisme nativiste replié sur lui-même ou un de participation du peuple québécois aux affaires mondiales dont la tête de liste est l'existentielle crise écologique qui envenime guerres, misères, polarisation sociale et autoritarisme. La génération Z semble <u>plus réceptive à l'immigration</u> que celle plus âgée, surtout dans la région de Montréal et

chez l'électorat Solidaire et Libéral. (La tranche Libéral de la génération Z sera-t-elle rebutée par ce qui semble être le retour de la corruption inhérente à ce parti dont le fondement est l'Argent avec un grand A ?) Majoritairement, cependant, cette génération partage, à un moindre degré, l'attitude de rejet de l'immigration par l'ensemble de la population.

Cette attitude à deux faces de la génération Z est en syntonie avec le même groupe d'âge dans plusieurs pays dépendants où les contradictions sont beaucoup plus aigues qu'au Québec. Dans maints pays de l'Asie du Sud (Sri Lanka, Bangladesh, Népal) mais aussi au Maroc, au Pérou et à Madagascar, cette génération a été au centre de la mobilisation ayant renversé leurs gouvernements pour cependant les remplacer par des gouvernements cautionnant les mêmes politiques. La jeune génération est prise en souricière entre d'une part sa prise de conscience de la fin du monde si la tendance actuelle se maintient, et dont elle devra assumer toutes les tragiques conséquences, et d'autre part l'absence ou l'ambiguïté d'alternative crédible à gauche. Celle-ci nécessite l'apport significatif de la gauche des générations plus âgées dont la majorité est prostrée dans le découragement et le cynisme de son échec historique.

C'est surtout le cas des soixante-huitards qui n'ont pas su faire aboutir, en renversement du capitalisme, leur puissante lutte pour des réformes, trop souvent se satisfaisant du piège réformiste consommation de masse et société spectacle. Cette victoire « trente glorieuses » (1945-1975) du capitalisme s'est accomplie aux dépens de la rupture métabolique avec la nature et plus particulièrement de l'avilissement de la nature humaine dont la généralisation de l'obésité et la culture du divertissement et de l'écran sont les signes les plus visibles. Si l'ouragan de la fin du monde fait chavirer ou détourne maints navires qui prétendaient mener l'humanité à bon port, on en perçoit de ci de là qui sont passablement malmenés mais qui gardent le cap en souquant à contre-courant. On ne donne pas cher de leur chance de survie mais elle existe.

En filigrane du PQ se pressent une tournure rouge-brune à la sauce trumpiste

Le PQ n'a certes pas coulé comme la conjoncture le laissait voir mais il se laisse aller au gré du courant. En rajoutant une couche aux <u>propos nauséabonds</u> à double sens du Premier ministre caquiste qui n'ont de cesse, le PQ <u>blâme l'immigration</u> pour tous les péchés du monde au point de proposer <u>d'encore plus lui fermer la</u>

porte que la CAQ. En langage codé, « ...l'exemple de plusieurs pays européens démontre qu'une immigration illimitée et désorganisée, combinée à une ghettoïsation des nouveaux arrivants sur une base ethno culturelle et parfois ultrareligieuse, sans intégration à la société d'accueil, ne mène ni à la paix sociale ni à une intégration réussie. » Le vernis économique sur sa politique à double sens ne trompe personne qui sait lire entre les lignes. Cette politique singe la fermeture des frontières et le protectionnisme du trumpisme, au point de prendre les ÉU comme modèle. Si le PQ n'est pas adepte des énergies fossiles — mais il en a rêvé! — ce n'est que parce que le Québec, contrairement aux ÉU, n'en extraie pas. Il leur a substitué, à la remorque de la CAQ et des Libéraux, le capitalisme vert du tout-électrique s'appuyant sur le turbinage de son abondante hydroélectricité.

Est-ce ce calque de la CAQ qui a permis au PQ de le remplacer à la tête des sondages aux dépens des Solidaires et de lui damer le pion lors des partielles ? Oui et non. Le PQ a su se différencier par son engagement d'un peu plausible référendum dans le premier mandat, qui requinque les croyants *purzédurs* et attire une inexpérimentée génération Z n'y regardant pas de plus près. Il en rajoute par une habile politique de communication flattant la fierté identitaire par la proposition d'une monnaie québécoise... dix ans après l'indépendance. En sous-main, malgré son tournant néolibéral qui date, le PQ joue du violon social-démocrate tout en soutenant les forces policières contre la CAQ! En filigrane se pressent une tournure rouge-brune de social-démocratie pour les natifs seulement. L'ex-député Solidaire de Rosemont sera en bonne compagnie. Voilà où se termine le mariage du vedettariat et du recentrage.

Le programme Solidaire ne s'incarne pas dans un appui aux travailleur-se-s

Ce sont ces deux maux qui avant tout valent à Québec solidaire sa plongée électorale et non les entourloupettes du PQ. La nouvelle direction Solidaire a fait approuver une refonte du programme qui parle à profusion des « travailleuses et des travailleurs », qui dénonce à tour de bras les « profits », qui pointe certaines possibilités de nationalisation d'entreprises dans les ressources naturelles et qui ouvre à terme une perspective de socialisation de l'économie. À part certains points spécifiques et encore, les grands médias ont ignoré l'adoption de ce programme au profit de l'élection du nouveau porte-parole. Pire, le communiqué de presse Solidaire sur le congrès ignore totalement le nouveau programme et à ce jour on ne

le trouve nulle part sur le site web du parti. On a l'impression que ce programme est pour les membres seulement.

Ce parti-pris programmatique pour les « travailleuses et travailleurs », qui au printemps dernier avait donné lieu à un manifeste qui laissait à désirer, ne trouve pas trace depuis lors sur le site web du parti... à moins de considérer <u>l'appui aux</u> médecins comme en faisant partie. Ni la loi antisyndicale 89 ni le projet de loi 3 n'ont mérité une mention sur le site web. Même la médiatiquement et syndicalement remarquée dénonciation de la loi spéciale pour le retour au travail des grévistes de la STM n'est pas affichée sur le site web du parti. On n'y trouve d'ailleurs aucun appui aux revendications syndicales de ces grévistes qui concernent le rattrapage de l'inflation, des horaires de travail pro-famille et surtout un refus de la privatisation du service d'autobus aux personnes handicapées sous prétexte de sauver des sous... aux dépens et au profit de qui et pour combien de temps, ce que le parti aurait dû dénoncer et expliquer. Pire, il en fut de même pour la dernière grève du Front commun pourtant une des plus importantes en Amérique du Nord ces dernières années, sauf <u>une opportuniste séance de photos</u> prétexte à une levée de fonds pour le parti alors que les enseignantes de la FAE en grève sans fonds de grève criaient famine.

La politique Solidaire n'est guère plus conséquente vis-à-vis la politique énergétique de la CAQ. Le parti s'oppose à <u>la privatisation d'Hydro-Québec</u> mais non à son projet pharaonique de croissance de 50% de la production électrique hydraulique et éolienne d'ici 2050, et la filière batterie qui en découle, tout à fait inutile dans une société de décroissance matérielle qui répudierait auto solo, bungalow et consommation de masse. Le site web du parti n'a rien à dire sur le tournant militaire de la politique économique de la CAQ et pas davantage pour dénoncer le tournant d'Hydro-Québec en faveur <u>des énergivores centre de données</u> qui créent très peu d'emplois. Le parti <u>défend les droits des nations autochtones et inuit</u> mais son <u>nouveau porte-parole récuse leur droit à se séparer</u> du Québec ce qui nie le noyau dur de leur droit à l'autodétermination.

Face aux engagements du maire de New-York, les priorités Solidaire piquent du nez

Défendre les intérêts des travailleuses et travailleurs dans la conjoncture actuelle passe par la défense du coût de la vie et le droit au logement. Pour une population légèrement inférieure à celle du Québec (8.5 M versus 9.1M), le nouveau maire de

New York s'est engagé à geler les loyers de deux millions de personnes vivant dans des « appartements à loyer stabilisé » et « utilisera les fonds publics pour tripler la production de logements abordables à long terme, construits par des syndicats et à loyer stabilisé dans la ville, en construisant 200 000 nouveaux logements au cours des dix prochaines années. » Dans ses « priorités » à la une de son site, Québec solidaire se contenterait d'« instaurer un registre des loyers et interdire les hausses abusives » et de lancer « un grand chantier pour que l'État construise rapidement des logements abordables, collectifs et sociaux ». Le parti ne parle plus de la revendication phare de la construction de 10 000 logements sociaux par année. Dernièrement, il réclamait une « taxe de 5 % sur tous les immeubles abandonnés ou vacants depuis plus d'un an » dont au moins 10 000 à Montréal. Pourquoi pas leur réquisition si on veut sérieusement régler la crise de l'itinérance ?

En ce qui concerne l'alimentation, le nouveau maire de New-York « créera un réseau de magasins d'alimentation appartenant à la ville, dont l'objectif sera de maintenir des prix bas et non de réaliser des bénéfices » pendant que Québec solidaire se satisfait d'« instaurer un programme universel d'alimentation scolaire. » Pendant que Zohran Mamdani, fort de la mobilisation de près de 100 000 volontaires durant sa campagne électorale, s'engage à « supprimer définitivement les tarifs dans tous les bus urbains et les rendre plus rapides en construisant rapidement des voies prioritaires », Québec solidaire ne réclame plus que la formule passe-partout d'« investir massivement en transport en commun » ayant oublié son engagement vers la gratuité de sa campagne électorale de 2018 où il avait connu un électoral grand bond en avant.

Pendant que les Solidaires s'engagent à « augmenter le salaire minimum à 20\$ de l'heure », le maire de New York établira « une nouvelle loi locale visant à porter le salaire minimum à New York à 30 dollars de l'heure [42\$ CDN] d'ici 2030. Par la suite, le salaire minimum augmentera automatiquement en fonction du coût de la vie et des gains de productivité. » Pendant que Québec solidaire est devenu très discret à propos des garderies, Zohran Mamdani « mettra en place un service de garde gratuit pour tous les New-Yorkais âgés de 6 semaines à 5 ans, garantissant ainsi des programmes de grande qualité pour toutes les familles. »

Pour financer ces engagements, « le plan fiscal de Zohran prévoit d'augmenter le taux d'imposition des sociétés pour l'aligner sur celui du New Jersey, soit 11,5 %, ce qui rapporterait 5 milliards de dollars. Il prévoit également d'imposer les 1 % des New-Yorkais les plus riches, ceux qui gagnent plus d'un million de dollars par an, à

un taux forfaitaire de 2 % (à l'heure actuelle, les taux d'imposition sur le revenu de la ville sont pratiquement les mêmes, que vous gagniez 50 000 dollars ou 50 millions de dollars). » Quant aux Solidaires, leurs « priorités » restent silencieuses quant au financement. Est-ce la raison de la grande humilité de leurs revendications prioritaires ?

Québec solidaire va-t-il se doter d'une plateforme électorale à la Mamdani?

Toutes ces fortes revendications du maire new-yorkais vont dans le sens d'une société redistributive du soin et du lien en transition vers un anticapitalisme matériellement décroissanciste. La revendication de la gratuité d'un transport en commun bonifié s'accompagne de restrictions à la circulation automobile mais sans engagement d'électrification, à terme renouvelable, de la flotte d'autobus. On aurait souhaité un programme de consommation d'énergie zéro des bâtiments existants bien qu'il soit normal que l'attention du maire se porte sur la protection de la population, en particulier non blanche, vis-à-vis les canicules pires à New York qu'à Montréal et les inondations ce que pour l'instant Montréal n'a pas à craindre.

On objectera qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. N'empêche, le maire est bien élu avec plus de 50% des suffrages et soutenu par une armée de volontaires encadrée par un quasi-parti militant, le Democratic Socialists of America (DSA) pendant que son ennemi juré, Trump, est sur <u>la défensive</u>. La faille de son armure est que DSA s'insère dans le parti Démocrate dont la direction veut le neutraliser en le cooptant comme elle l'a fait vis-à-vis Bernie Sanders et AOC dont la radicalité ne dépasse pas le discours. La clef pour réaliser ses engagements est le remobilisation de sa militance et au-delà. La tâche Solidaire est plus modeste mais non moins essentielle soit se donner une plateforme à la Mamdani ce qui lui donnera les moyens de rallier dans l'enthousiasme la génération Z et celles qui le sont restées de cœur.

C'est normalement ce à quoi convie formellement la direction Solidaire par suite d'une décision de son Conseil national :

Que le processus soit quidé par les balises suivantes :

1. Que la plateforme électorale de 2026 soit conçue comme un ensemble court et cohérent d'engagements électoraux. Qu'elle contienne de 5 à 6 enjeux électoraux au maximum;

- 2. Que la plateforme électorale de 2026 soit le résultat d'une réflexion impliquant l'ensemble du parti et portant notamment sur le contexte politique, le positionnement du parti dans la conjoncture actuelle et les priorités qui devraient s'exprimer dans le contenu de la plateforme électorale de 2026;
- 3. Que le processus se fasse de façon démocratique, mobilisatrice et en impliquant l'ensemble des membres de Québec solidaire.

Reste aux membres à prendre l'initiative, à cesser de penser dans la boîte réaloréaliste qui conduit la nation québécoise à sa disparition, le peuple-travailleur à *l'austoritarisme* permanent et l'humanité à sa perte.